

● (1430)

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai déjà dit au député qu'il était important de partager le fardeau de ces hausses d'impôt pour que le coût de la réduction du déficit ne soit pas assumé seulement par les démunis ou par ceux qui habitent les régions défavorisées.

Je lui signale cependant que le revenu personnel disponible a augmenté de 8 p. 100 en 1985 et que l'on prévoit de nouvelles hausses de 6.3 en 1986 et de 5 p. 100 en 1987.

M. Broadbent: Maintenant répondez à la question.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Tous ces chiffres tiennent compte des conséquences de ces impôts.

LES CONSÉQUENCES POUR LA FAMILLE MOYENNE

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, je voudrais essayer encore une fois de poser ma question au ministre le plus simplement possible. Je parlerai lentement. Le ministre peut-il fournir à la Chambre les chiffres montrant les conséquences sur la famille canadienne moyenne de toutes les hausses d'impôt apportées par le gouvernement depuis son arrivée au pouvoir pour prouver que notre chiffre de \$1,305 est erroné?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, si je puis me reporter à une conversation téléphonique que j'ai eue avec le chef du Nouveau parti démocratique...

M. Deans: Pourquoi ne dites-vous pas le numéro?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Son chiffre de \$1,300 tient compte notamment de l'augmentation de la taxe de vente proposée par le parti libéral dans le budget de 1983, je pense.

M. Deans: Que vous avez vous-même appliquée.

M. Broadbent: Vous avez vous-mêmes appliqué cette augmentation. Qu'essayez-vous de dire?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le chiffre tient compte aussi de l'augmentation des cotisations au régime d'assurance-chômage que la loi nous oblige à apporter et des frais d'indemnisation pétrolière que nous avons supprimés, mais que la loi exigeait.

M. Broadbent: Pas du tout.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Il y a donc selon moi une erreur d'environ \$450 dans le montant que le NPD avance.

M. le Président: A l'ordre.

Questions orales

L'ÉNERGIE

LE PRIX PRÉVU POUR LE PÉTROLE BRUT

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. A la page 23 de son document budgétaire intitulé *Vers une expansion soutenue: Perspectives économiques du Canada, 1986-1991*, il dit que ses prévisions budgétaires sont fondées sur le prix du pétrole brut en 1986, soit \$22.50 le baril; pourtant, dans le tableau 4 à la page 21 du même document, il indique que le prix d'un baril de pétrole brut sera de \$23.88 en 1986. Pourquoi cet écart dans les prévisions du ministre?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, ces données me laissent perplexe, car le parti auquel le député appartient jongle parfois avec les chiffres. Je vais les vérifier avant de répondre au député.

LA POSITION DU MINISTRE

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, l'écart est évident et le ministre n'est pas sûr des données qu'il utilise. De toute façon, les deux sont erronées. Le ministre va-t-il avouer que j'ai raison et admettre qu'il doit repartir à zéro?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, pourquoi repartir à zéro, le budget est un petit chef-d'œuvre!

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): L'expression du visage des députés de l'opposition me donne raison. J'ai déjà répondu à cette question.

* * *

LES FINANCES

LES CONSÉQUENCES DES HAUSSES FISCALES

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Pourquoi ne révèle-t-il pas tout simplement la vérité aux Canadiens en déposant à la Chambre des données sur les conséquences globales des hausses fiscales qu'il a décrétées depuis l'élection de son gouvernement?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, ces données figurent noir sur blanc dans les différents documents présentés à la Chambre. Le député devrait prendre la peine de les consulter.

LE CALCUL DES HAUSSES D'IMPÔT

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, le ministre des Finances ne reconnaît-il pas que mon parti a vu juste lorsqu'il a établi que ses trois budgets représentaient des hausses d'impôt de \$1,300 pour la famille moyenne?